

## Recherche sur les OGM ? Oui mais à certaines conditions. Entretien avec Alain Weil

**T**ANTÔT HONNIS voire diabolisés, tantôt présentés comme le remède miracle à tous les maux des pays en développement (PED), les OGM posent de multiples questions. La recherche au Sud doit-elle s'intéresser à la question ? Dans quelles conditions ? Quels sont les enjeux ? Nous avons souhaité revenir sur le débat avec Alain Weil.

**GDS :** En tant que chercheur, que pensez-vous du débat sur la recherche autour des OGM pour les pays en développement ?

**AW :** Ce débat est instrumentalisé à la fois par les militants pro et anti-OGM au service d'autres causes, qui peuvent être par ailleurs parfaitement légitimes. Les « pro » expliquent qu'on ne peut se passer de la transgénèse pour répondre aux défis de la faim dans le monde et laissent entendre que les OGM contribuent déjà à y répondre ; les grandes firmes ont mis en place quelques programmes de recherche et de transfert de technologies originaux et potentiellement utiles aux plus démunis, qui constituent des exercices intelligents de relations publiques (exemple : résistance de cultures vivrières à des virus). Les « anti » craignent qu'on puisse mettre en évidence des applications socialement utiles au Sud, ce qui enlèverait beaucoup de force ou de légitimité à certains de leurs arguments.

Ma conviction personnelle est qu'il faut faire des recherches, mais pas n'importe lesquelles ni n'importe comment, autant en sciences humaines et sociales qu'en biologie, et qu'il faut y consacrer des moyens suffisants qui ne pourront venir pour l'essentiel que du secteur public. La recherche ne doit pas se substituer au politique, mais elle doit contribuer à éclairer la décision publique.

**GDS :** Dans les nombreux débats publics actuels, on parle beaucoup des risques de la recherche sur les OGM pour les pays

du Sud. Pensez-vous qu'elle ait une utilité spécifique, laquelle et pourquoi ?

**AW :** La formulation même de la question est très connotée idéologiquement. Elle entérine l'amalgame, volontairement entretenu par certains opposants, entre la diffusion à grande échelle des OGM et la recherche sur les OGM ou au moyen d'OGM. On peut se passer de la première, pas de la seconde :

- Il y a quand même de nombreux problèmes auxquels la palette des techniques aujourd'hui disponibles n'offre pas de réponses satisfaisantes. On n'a moralement pas le droit de rejeter *a priori* des démarches nouvelles dont une évaluation rigoureuse démontrera peut-être qu'elles pourraient apporter de réels progrès, à certaines conditions. Il n'est pas sûr que les OGM auront de l'intérêt, mais l'inverse n'a pas été prouvé non plus et l'on ne saurait préjuger de ce qui sortira demain des laboratoires. C'est aussi ça le principe de précaution.
- Les décideurs des pays du Sud sont demandeurs d'une expertise scientifique et technique indépendante pour faire leurs propres choix en meilleure connaissance de cause. Sous peine d'accepter que la seule expertise soit celle des multinationales, il faut se mettre en situation de pouvoir la leur fournir au meilleur niveau. Si telle était leur volonté, les PED pourraient-ils concrètement trouver les arguments efficaces pour s'opposer à l'introduction d'OGM déjà largement répandus dans les pays du Nord, sans une recherche sur leur utilisation dans leurs contextes spécifiques ? La réponse est non ; le même constat est d'ailleurs tout aussi valide pour les pays européens.
- N'oublions pas non plus que les OGM sont déjà une réalité dans pratiquement tous les pays du Sud, hormis les pays africains pour peu de temps encore. Les digues sont en train de céder, et ces pays sont demandeurs de conseils sur la politique à suivre.

Or c'est précisément grâce à la recherche, que l'on pourra apprécier et gérer les risques de la façon la plus rationnelle possible.

**GDS :** Existe-t-il une collaboration entre chercheurs du Sud et chercheurs du Nord sur la question ? La définition d'une position commune Sud-Nord est-elle souhaitable et pourquoi ?

**AW :** Il y a beaucoup de discussions sur les attentes et les principes, et les opinions sont aussi diverses au Sud qu'au Nord, y compris dans la communauté scientifique. L'ampleur des collaborations scientifiques est limitée par le niveau des financements, très faibles comparativement à ceux du secteur privé. Il existe toutefois quelques initiatives utiles, notamment sur la bio-sécurité ou la connaissance pour une meilleure utilisation des ressources génétiques par des voies conventionnelles. La recherche de convergences est aussi possible pour des approches du type « chartes de bonne conduite », portant sur le comportement des entreprises ou les coopérations public-privé. Un exemple : le programme Génoplante, qui regroupe une grosse partie du potentiel public et privé français en génomique végétale a prévu dès l'origine une clause de mise à disposition gratuite de tous ses résultats dans un cadre d'aide au développement. On pourrait aussi citer des initiatives américaine et française pour mutualiser la propriété intellectuelle d'origine publique en biotechnologie, afin de préserver les résultats en tant que biens publics et d'en garantir un accès aux PED aussi large que possible.

Alain Weil est directeur de l'innovation et de la communication du Centre international de recherche agronomique pour le développement (Cirad). Il est notamment l'auteur du chapitre sur les organismes génétiquement modifiés dans les pays en développement publié dans un récent rapport de l'Académie des Sciences sur les plantes génétiquement modifiées. [Alain.weil@cirad.fr](mailto:Alain.weil@cirad.fr)

► Pour de plus amples informations sur internet autour des OGM, cf. le bulletin de veille de l'Inter-réseaux numéro 42 du 7 décembre 2004, disponible en ligne sur notre site [www.inter-reseaux.org](http://www.inter-reseaux.org)